

« La Grèce : une tragédie européenne »

par Jean -Paul Fitoussi

(Le Monde, 4 mai 2010)

La faille grecque est le symptôme d'un mal plus profond, celui des contradictions de la construction européenne. Au point qu'il apparaît difficile aujourd'hui de savoir si les marchés jouent contre la Grèce ou contre la constitution européenne. N'est-ce pas la seconde qui rend plus vulnérable la première ? La clause de non-sauvetage des traités européens a des effets qui vont bien au-delà de ceux que l'on avait anticipés. Outre qu'elle condamne les pays de la zone euro à la solitude, ce qui est une étrange prémisse à la constitution d'une union, elle fait des marchés les arbitres en dernier ressort des règles budgétaires que s'est données l'union.

Il a fallu un peu de temps aux marchés pour le comprendre, mais leur apprentissage est désormais accompli. On savait déjà que le pacte de stabilité incitait les Etats à la créativité comptable - la Grèce ayant excellé dans cet art, sans être, et de loin, le seul pays à s'y être essayé - mais on imaginait moins à quel point la révélation de cette créativité, associée aux yeux grondeurs d'autres pays, aurait des conséquences dévastatrices. Notez que c'est cette association qui a fait problème, autrement comment comprendre que l'Irlande, dont le déficit est de 14,7 % du PIB, ait été traitée si différemment jusque-là ? Est-ce parce que sa fiscalité y est douce aux capitaux, comme le suggère Marcello De Cecco ?

La zone euro est, pour ce qui concerne les finances publiques, la région la plus "vertueuse" parmi les pays riches. En points de PIB, son déficit est de 6,9 et sa dette de 84 ; les couples budgétaires correspondants sont pour les Etats-Unis 10,7 et 92 et pour le Japon 8,2 et 197 ! Mais voilà, l'Union monétaire européenne est une région et non un pays parce qu'aucune solidarité budgétaire ne la caractérise. Elle l'a fait savoir, ce qui a ouvert des espaces de spéculation aux marchés.

Il y a toujours un maillon faible sur le territoire d'une nation, mais, précisément parce qu'un minimum de solidarité y règne, la nation en fait son affaire et en sort renforcée de ce fait. L'extraire d'elle-même n'est pas une option. Autrement, elle se rétrécirait comme peau de chagrin. Pourtant c'est à pareille extraction (de la Grèce) que certains pensent pour sauver la zone euro, drôle de sauvetage puisqu'il serait le prélude à sa disparition. Ont-ils mesuré à quel point la seule invocation de cette possibilité aggravait la spéculation sur les marchés ?

Si l'on poussait à l'extrême un tel scénario, l'élimination successive des maillons faibles de la zone finirait par la solitude du pays vertueux, qui, de ce fait, perdrait tous les avantages de sa vertu. Que resterait-il en effet des avantages compétitifs de ce pays si tous ses ex-compagnons de route dévalueraient leurs monnaies ?

La Grèce a certes triché, mais pas le Portugal, pas l'Espagne, pas l'Irlande. La même difficulté de financement pourrait advenir en n'importe quel pays caractérisé par une situation dégradée de ses finances publiques, c'est-à-dire à peu près tous ! Je ne sais pas, en effet, que ce soient des considérations morales qui animent les marchés ! Quel est alors le mécanisme implicite de retour à la vertu - non écrit dans les traités - mais qui

découle logiquement de la "constitution européenne" ?

La réponse se trouve dans la doctrine de l'économie de marché : la flexibilité des salaires et des prix. L'austérité budgétaire à laquelle serait contraint le pays - baisse des dépenses et/ou augmentation des impôts - y affaiblirait encore davantage la demande interne. Il s'ensuivrait une augmentation du chômage et des stocks d'inventés, qui feraient baisser les salaires et les prix : une grande braderie en somme et du travail et des biens de consommation, qui revigorerait l'embauche et la demande. Plus encore, la baisse généralisée des prix et des coûts accroîtrait la compétitivité du pays comme l'aurait fait une dévaluation de sa monnaie (mais en ce cas c'est le taux de change réel qui baisse et non le taux de change nominal).

En bref, l'ajustement des pays, en l'absence de mobilité du travail (faible en Europe en raison d'obstacles culturels et linguistiques), est supposé s'accomplir par la déflation. Mais voilà, la crise est passée par là et sa cause - un excès d'endettement privé - et sa conséquence - une croissance universelle de l'endettement public - font que l'option politique de la déflation n'est tout simplement pas disponible. Elle aurait pour effet de faire croître les dettes (privées et publiques) en termes réels.

La tragique mésentente européenne pourrait en précipiter involontairement l'avènement si, de proche en proche, chaque pays se voyait contraint à l'austérité. Il faudra alors à nouveau venir au secours des créanciers pour sauver le système, ou baisser les bras comme on le fit dans les années 1930. Et pourtant la décision "d'aide", prise par l'eurogroupe le 2 mai, est assortie de conditions tellement rigoureuses qu'elle risque de faire de la Grèce le laboratoire européen de la déflation (si tant est qu'elles puissent être remplies). Quel que soit l'accueil qui lui sera réservé, la preuve en tout cas aura été faite que la paralysie de la décision des instances européennes avait un coût exorbitant.

La zone euro est déjà en retard de croissance sur les autres grandes régions du monde, par manque de cohésion, par excès de croyance doctrinale. Plutôt que de tirer parti de finances publiques plus saines qu'ailleurs, elle met toute son énergie au service de l'apurement du passé plutôt qu'à celui de la construction du futur. Cela ressemble à s'y méprendre à une "*conjuración des imbéciles*" pour reprendre le titre du beau roman de John Kennedy Toole.